

## AVANT PREMIÈRE **François Hollande ne préparerait-il pas un coup de Jarnac ?**



*Le chef de l'État voit dans son prédécesseur sa meilleure chance de décrocher un second mandat. - Crédits photo : © POOL New / Reuters/REUTERS*

---

Vox Politique (<http://premium.lefigaro.fr/vox/politique/>) | Par [Paul-Henri du Limbert \(#figp-author\)](#)

Publié le 11/03/2016 à 18h32

---

LA CHRONIQUE DE PAUL-HENRI DU LIMBERT - Le chef de l'État en est persuadé : sa réélection en 2017 passe par un affrontement avec Nicolas Sarkozy. Face à l'incertitude de la primaire à droite, pourrait-il être tenté de forcer le destin ?

À tort ou à raison - mais plus à tort qu'à raison - François Hollande est convaincu que sa seule chance d'être éventuellement, et par miracle, réélu en 2017 s'appelle Nicolas Sarkozy. Il lui suffirait de devancer d'une courte tête au premier tour l'ex-président pour disputer le second contre Marine Le Pen et l'emporter finalement grâce au fameux «sursaut républicain». Mais si l'on en croit les sondages, ce scénario s'éloigne puisque **tous prédisent la victoire à la primaire d'Alain Juppé (<http://premium.lefigaro.fr/politique/le-scan/2016/02/09/25001-20160209ARTFIG00276-primaire-de-la-droite-alain-juppe-creuse-l-ecart.php>)**. Cinq mois plus tard, le maire de Bordeaux l'emporterait haut la main sur la présidente du FN après avoir éliminé au premier tour le président sortant. Lequel deviendrait le premier chef de l'État de la Ve République à subir pareille avanie. On comprend que cette échéance et ce désolant verdict taraudent François Hollande...

Comment faire? Soit renoncer à la candidature, mais ce serait un terrible aveu d'échec, soit forcer le destin. Nul doute que cette seconde solution a sa préférence. Or, l'actualité - pas fameuse - lui offre précisément la possibilité de tenter un coup de Jarnac. Sur les deux sujets brûlants du moment, la réforme du Code du travail et la convocation du Congrès de Versailles sur la déchéance de nationalité, le chef de l'État est - comme souvent depuis 2012 - aux abois. On ne peut exclure qu'il choisisse, contraint, de renoncer et à l'une et à l'autre. Dès lors, ayant fait la démonstration qu'il ne dispose plus de majorité et prenant le pays à témoin d'un blocage institutionnel majeur, François Hollande dissout l'Assemblée nationale, vers la fin du mois de mai.

---

## **À droite, Alain Juppé, François Fillon, Bruno Le Maire et tous les autres candidats à la primaire observent la détermination du nouveau premier ministre et se demandent s'il n'y a pas anguille sous roche**

---

Un mois et demi plus tard, respectant l'esprit de la Constitution, il appelle à Matignon le chef du parti vainqueur des législatives, c'est-à-dire Nicolas Sarkozy. Aussitôt, c'est un tourbillon. Le nouveau premier ministre doit prouver à son électorat que «le changement, c'est maintenant». Son discours de politique générale est une formidable canonnade et la promesse d'une centaine de ponts d'Arcole. Sur leurs bancs, à l'Assemblée, la cinquantaine de rescapés socialistes des législatives dénonce «une dérive droitière d'une ampleur jamais vue». Les quelque 140 députés FN l'interrompent à d'innombrables reprises en pointant leur pouce vers le bas.

À droite, Alain Juppé, François Fillon, Bruno Le Maire et tous les autres candidats à la primaire observent la détermination du nouveau premier ministre et se demandent s'il n'y a pas anguille sous roche.

Une partie du pays se cabre, l'autre exulte. À l'Élysée, le président Hollande réfléchit silencieusement. Quelques semaines plus tard, devant sa télévision, il regarde les débats violents auxquels donne lieu le congrès extraordinaire du PS. C'est la curée contre les «hollandais», contre Manuel Valls, contre Emmanuel Macron, tous jugés coupables d'une défaite cataclysmique. Les frondeurs claquent

la porte, le parti se fragmente. Mais personne n'ose sortir du bois et évoquer une candidature présidentielle. Il est vrai que les sondages sont calamiteux, pour Manuel Valls ou pour Arnaud Montebourg.

L'automne venu, le premier ministre Sarkozy annonce solennellement que «vu l'état du pays et l'ampleur du redressement à accomplir», il est «naturellement» candidat à l'élection présidentielle. Un journaliste lui rappelle que les statuts des Républicains prévoient l'organisation d'une primaire. Songeur, Nicolas Sarkozy le regarde, sourit, puis lâche: «Pensez-vous vraiment que l'état du pays me donne le temps de me soumettre à une primaire? Vous me voyez vraiment, alors que le bateau coule, allez dissenter sur le pont? Et franchement, est-ce le rôle d'un premier ministre d'aller débattre à la télévision avec Nadine Morano...?» Concert de protestations chez ses rivaux, qui constatent cependant en rageant que la cote de popularité du chef du gouvernement a bondi chez les électeurs de droite. Comment contraindre le premier ministre officiellement candidat à se soumettre à une primaire? Il les a pris de vitesse, et qui voudrait se présenter après lui sèmerait la division. Brice Hortefeux lâche: «Chirac/Balladur, merci, on a déjà donné! Nos électeurs ne nous le pardonneraient pas.» Ses rivaux tempêtent, menacent, mais rien n'y fait. Nicolas Sarkozy lâche un jour: «Selon les statuts de l'UMP, il n'y a pas de primaire lorsque le président sortant est membre du parti. Certes, je ne suis pas président! Mais reconnaissez tout de même qu'être premier ministre de cohabitation, c'est comme être président! Le patron de l'exécutif, c'est moi!»

---

## **Il n'y a donc pas de primaires à droite, il n'y a donc pas de primaires à gauche**

---

À peu près au même moment, François Hollande prononce une allocution solennelle à 20 heures : «Mes chers compatriotes, je suis candidat à l'élection présidentielle du printemps prochain. Vous avez donné une majorité à la droite au printemps dernier, certes, mais vous avez pu mesurer comme moi ce qui anime le nouveau gouvernement. Il s'agit ni plus ni moins de la casse de notre modèle social, que j'ai certes voulu adapter mais sans jamais au grand jamais le renier. Je sais que mon quinquennat n'a pas été couronné de succès mais, croyez-moi, abandonner le pays à cette droite-là serait mortifère.»

On larmoie à gauche, et personne n'ose plus évoquer le mot de «primaire». L'opinion publique étant versatile, le président de cohabitation reprend quelques couleurs dans les sondages. Valls observe Aubry, qui observe Macron, qui observe Montebourg. Mais rien ne se passe. On rapporte cette phrase de l'ex-ministre du Redressement productif: «À quoi bon ferrailer contre Hollande dans une primaire si c'est pour se faire sortir au premier tour de la présidentielle. Laissons à Hollande la honte de l'élimination. Sarkozy se plantera et on gagne en 2022...»

Il n'y a donc pas de primaires à droite, il n'y a donc pas de primaires à gauche. Ensuite? Le paysage de la présidentielle se met en place. Nicolas Sarkozy accomplit en trois mois ce qu'il n'a pas fait en cinq ans. François Hollande commente avec gravité «les inquiétantes atteintes aux acquis sociaux» et donne rendez-vous aux Français au printemps 2017. Lors d'un entretien à l'Élysée, à quelques semaines du premier tour, le chef de l'État confie en souriant à son premier ministre: «Tu vois, personne ne voulait du match retour de 2012, sauf les deux intéressés...!»

La suite? Elle reste à écrire mais on a du mal à croire que ce scénario puisse sauver le président de la République. Cependant, certains à droite s'interrogent bel et bien sur un ultime et désespéré coup de Jarnac de François Hollande. Il y a quelques semaines, Alain Juppé a téléphoné à Thierry Solère, organisateur de la primaire des Républicains, pour s'assurer que celle-ci aurait bel et bien lieu quoi qu'il arrive et quelles que soient les circonstances politiques...

Cet article est publié dans l'édition du Figaro du 12/03/2016.



[\(<http://plus.lefigaro.fr/page/paul-henri-du-limbert>\)](http://plus.lefigaro.fr/page/paul-henri-du-limbert)

**Paul-Henri du Limbert** (<http://plus.lefigaro.fr/page/paul-henri-du-limbert>)

Suivre (<http://plus.lefigaro.fr/fpservice/follow/membre/81325031242245596367369127435013/60946>)

Directeur adjoint de la rédaction du Figaro (Politique, Société, Sciences)